



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
SAÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 Besançon

Besançon, le 23/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SLA INDUSTRIE

ZA La Gabiotte

70220 Fougerolles-Saint-Valbert

Références : UID257090/SPR/BB/2024-1018A

Code AIOT : 0005904004

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/10/2024 dans l'établissement SLA INDUSTRIE implanté ZA La Gabiotte 70220 Fougerolles-Saint-Valbert. L'inspection a été annoncée le 23/08/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SLA INDUSTRIE
- ZA La Gabiotte 70220 Fougerolles-Saint-Valbert
- Code AIOT : 0005904004
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SLA Industrie est spécialisée dans le laquage de produits aluminium. Le site est autorisé par l'arrêté préfectoral du 29 avril 2009 modifié. Les principales activités réglementées sont le traitement de surface et l'application de peinture poudre. Le site est soumis à la directive sur les émissions industrielles (IED) pour l'activité de traitement de surface.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN24 Rétention
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|---|--|-----------------------|
| 3 | SURVEILLANCE | Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 35 | Demande de justificatif à l'exploitant | 2 mois |
| 6 | Valeurs limites d'émission. | Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 6.5 | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 7 | Surveillance des rejets des installations de cogénération | Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3 | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 8 | Etat des matières stockées | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49 | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 9 | Dimensionnement des rétentions | Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-II et 6-III | Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |
| 11 | Alarme des rétentions | Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-I | Demande d'action corrective | 6 mois |
| 14 | Bassin de confinement des eaux incendie | Arrêté Préfectoral du 07/06/2019, article 7.5.5.1. | Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |
| 15 | Consignes de sécurité | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59 | Demande d'action corrective | 2 mois |
| 16 | Ressources en eau et mousse | Arrêté Préfectoral du 07/06/2019, article 7.5.3 | Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |
| 17 | Contrôle des installations électriques | Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article '5-III | Demande d'action corrective | 2 mois |
| 18 | Détection incendie | Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10 | Demande d'action corrective | 6 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|---|-------------------|
| 1 | Situation administrative | Arrêté Préfectoral du 07/06/2019, article 2 | Sans objet |
| 2 | Conduits et installations raccordées | Arrêté Préfectoral du 07/06/2019, article 5.2 | Sans objet |
| 4 | Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques | Arrêté Préfectoral du 07/06/2019, article 5.4 | Sans objet |
| 5 | Généralités. | Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 6.1 | Sans objet |
| 10 | Disponibilité et étanchéité des rétentions | Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-I | Sans objet |
| 12 | Produits incompatibles – rétentions non déportées | Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-I | Sans objet |
| 13 | Tuyauteries de matières dangereuses - caractéristiques | Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 7 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a montré que les installations étaient dans un bon état et correctement entretenues. Toutefois des non-conformités concernant les rejets atmosphériques et le risque incendie ont été constatées :

- l'exploitant doit faire effectuer un contrôle des rejets atmosphériques provenant des cabines de peinture de la ligne verticale, et de son installation de cogénération ;
- l'exploitant doit tenir à jour un état des matières et produits stockés sur site, afin de pouvoir le transmettre en cas d'accident aux services de secours et aux autorités ;
- l'exploitant doit assurer la traçabilité du suivi des anomalies électriques et des actions correctives apportées ;
- l'exploitant doit mettre en place une détection incendie dans les locaux des installations de traitement de surface et une surveillance de la température dans les gaines d'aspirations des baignoires ;

Enfin, l'exploitant doit justifier des moyens disponibles pour assurer le confinement des eaux d'extinction. Dans le cas où ces moyens ne seraient pas suffisants, des mesures correctives devront être mises en œuvre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

| | | |
|---|--|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2019, article 2 | | |
| Thème(s) : Situation administrative, Liste des ICPE | | |
| Prescription contrôlée : | | |
| Le tableau des installations à l'article 2 de l'arrêté n° 2014099-0001 du 9 avril 2014 est remplacé par : | | |
| Rubrique ICPE | Libellé | Nature de l'installation |
| 3260 (A) | Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 mètres cubes | 34,2 m ³ |
| 2940-3-a (A) | Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de) sur support quelconque | Application de peinture poudre en quantité susceptible d'être mise en oeuvre de 800 kg/jour |

Constats :

L'exploitant a déposé un dossier de modification en février 2023 pour l'ajout d'une ligne de traitement de surface (nouvelle ligne horizontale). Cette ligne est située à l'emplacement de l'ancienne ligne horizontale. Le volume total des baignoires est désormais de 42,2 m³ (à noter que l'autorisation initiale en 2009 portait sur un volume de 43 m³, et que l'APC du 09/04/2014 a autorisé jusqu'à un volume de 52,5 m³).

Le site dispose ainsi désormais de 3 lignes de traitement :

- ligne accessoires
- ligne verticale
- ligne horizontale

Ces installations sont soumises à l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 de la nomenclature ICPE.

La quantité maximale de produit utilisée pour l'application de peinture poudre est identique. Le site comporte 1 cabine pour la ligne accessoires, 1 cabine pour la ligne horizontale, et 2 cabines pour la ligne verticale.

A noter que la rubrique 2940-3-a relève désormais du régime de l'enregistrement. Ces installations

sont soumises à l'arrêté ministériel du 12 mai 2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2940 de la nomenclature ICPE.

L'exploitant a également déposé en octobre 2023 un dossier de modification pour l'ajout de deux installations de cogénération fonctionnant au gaz naturel, pour une puissance totale de 1,75 MW. Ces installations sont soumises à l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de rubrique 2910 de la nomenclature ICPE.

Un arrêté préfectoral complémentaire sera prochainement proposé afin de prendre acte de ces modifications et d'actualiser si besoin les prescriptions applicables.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Conduits et installations raccordées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2019, article 5.2

Thème(s) : Risques chroniques, Air

Prescription contrôlée :

| N° de conduit | I n s t a l l a t i o n s r a c c o r d é e s | Ligne concernée | Equipement |
|---------------|--|--------------------------|--------------|
| 1 | Dégraissage alcalin doux | Ligne horizontale | Dévisiculeur |
| 2 | Dégraissage alcalin fort | Ligne horizontale | Dévisiculeur |
| 3 | Dérochage acide | Ligne horizontale | Dévisiculeur |
| 4 | Dégraissage alcalin doux | Ligne accessoire | Dévisiculeur |
| 5 | Dérochage acide | Ligne accessoire | Dévisiculeur |
| 6 | Dégraissage et dérochage | Nouvelle ligne verticale | Dévisiculeur |

Constats :

Les points de rejets suivants sont présents au niveau des lignes de traitement de surface :

- ligne accessoires : 1 point de rejet équipé d'un dévisiculeur pour le bain alcalin ; 1 point de rejet équipé d'une tour de lavage pour le bain acide
- Nouvelle ligne verticale : 1 point de rejet commun équipé d'une tour de lavage pour les bains alcalin et acide.

| |
|---|
| <p>- Nouvelle ligne horizontale : 1 point de rejet commun équipé d'une tour de lavage pour les bains alcalin et acide.</p> <p>Par ailleurs, les aspirations des cabines de peinture de la ligne verticale disposent pour chacune d'une cheminée extérieure. Un traitement par filtre à manche est effectué. Le rejet des aspirations des cabines de peinture des lignes accessoires et horizontale se fait à l'intérieur du bâtiment.</p> <p>La liste et les caractéristiques des points de rejets seront prochainement actualisés par arrêté préfectoral complémentaire.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 3 : SURVEILLANCE

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 35</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Air</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>La surveillance des rejets dans l'air porte sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> le bon fonctionnement des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel. L'exploitant s'assure notamment de l'efficacité de la captation et de l'absence d'anomalies dans le fonctionnement des ventilateurs ; les valeurs limites d'émissions. Une mesure des concentrations dans les effluents atmosphériques de l'ensemble des polluants visés par l'arrêté préfectoral d'autorisation ou à défaut visés à l'article 26 du présent arrêté, est réalisée au moins une fois par an selon les normes en vigueur au niveau de chaque exutoire sur un échantillon représentatif du rejet et du fonctionnement des installations. Une estimation des émissions diffuses est également réalisée selon la même périodicité. <p>Les performances effectives des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel sont contrôlées dans l'année suivant la mise en service de l'installation par un organisme extérieur reconnu compétent.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant effectue une maintenance et un suivi des tours de lavage. Ces équipements nécessitent peu d'actions et ont un faible encrassement.</p> <p>L'exploitant effectue un contrôle annuel des rejets issus des installations de traitement de surface.</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté le rapport des mesures de l'année 2022. Il n'avait pas à sa disposition le rapport des mesures effectuées en 2023. Pour 2024, les mesures ont été faites mais le laboratoire n'a pas encore transmis son rapport.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre à l'inspection les rapports de contrôle pour les années 2023 et 2024.</p> |

| |
|---|
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 4 : Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2019, article 5.4 | | | | | | |
|--|------------------------------|-------------------|------------------------|------------------------------------|-----------------|-----------------|
| Thème(s) : Risques chroniques, Air | | | | | | |
| Prescription contrôlée : Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites moyennes journalières suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). | | | | | | |
| Concentrations moyennes journalières en mg / N m ³ | Acidité totale exprimée en H | H F exprimée en F | Alcalins exprimé en OH | N O x exprimées en NO ₂ | SO ₂ | NH ₃ |
| VLE | 1 (0,5 selon AM) | 2 | 10 | 200 | 100 | 30 |
| Conduits concernés | 3, 5, 6 | 3, 5, 6 | 1, 2, 4, 6 | 1 à 6 | 1 à 6 | 1 à 6 |
| Dans le cas de prélèvement instantané, aucun résultat de mesures en concentration ne peut excéder le double de la valeur limite. | | | | | | |
| Constats : L'exploitant a présenté le rapport de mesures des émissions réalisées le 09/11/2022 en sortie des cheminées des lignes accessoires (2 points de rejets) et verticale (1 point de rejet). L'ensemble des résultats sont très inférieurs aux valeurs limites d'émissions. | | | | | | |
| Type de suites proposées : Sans suite | | | | | | |

N° 5 : Généralités.

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 6.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Air |
| Prescription contrôlée : Les stockages de produits pulvérulents, volatils ou odorants, susceptibles de conduire à des émissions diffuses de polluants dans l'atmosphère, sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés, etc.). |
| Constats : |

| |
|---|
| Le stockage de la peinture en poudre se fait en carton dans un local dédié. Il n'a pas été constaté d'émissions diffuses liées au stockage de ce produit. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 6 : Valeurs limites d'émission.

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 6.5 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Air |
| Prescription contrôlée : Poussières : - si le flux horaire est inférieur ou égal à 1 kg/h, la valeur limite de concentration est de 100 mg/Nm3 ; - si le flux horaire est supérieur à 1 kg/h, la valeur limite de concentration est de 40 mg/Nm3. |
| Constats : L'exploitant n'a pas fait réaliser de mesures de la concentration en poussières sur les rejets des cabines de peintures de la ligne verticale. Il n'est donc pas en mesure de justifier du respect de la valeur limite d'émissions. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit faire réaliser une mesure des rejets atmosphériques de poussières des cabines de peinture de la ligne verticale. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 7 : Surveillance des rejets des installations de cogénération

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Air |
| Prescription contrôlée : I. L'exploitant fait effectuer au moins tous les trois ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 5 MW et une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), une mesure du débit rejeté et des teneurs en O ₂ , SO ₂ , poussières, NO _x et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère. Pour les chaudières utilisant un combustible solide, l'exploitant fait également effectuer une mesure des teneurs en dioxines et furanes. Les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des |

| |
|--|
| <p>échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des analyses sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.</p> <p>II. La mesure des poussières n'est pas exigée lorsque les combustibles consommés sont exclusivement des combustibles gazeux ou du fioul domestique. La mesure des oxydes de soufre n'est pas exigée si le combustible est du gaz naturel, du biométhane, fioul domestique ou de la biomasse exclusivement ligneuse faisant partie de la biomasse telle que définie au a) de la définition de biomasse.</p> <p>III. Pour les appareils de combustion « fonctionnant moins de 500 h par an » des mesures périodiques sont réalisées a minima toutes les 1 500 heures d'exploitation. La fréquence des mesures périodiques n'est, en tout état de cause, pas inférieure à une fois tous les cinq ans.</p> <p>IV. Le premier contrôle est effectué quatre mois au plus tard après la mise en service de l'installation. A cette occasion, les teneurs en composés organiques volatils (hors méthane) et en formaldéhyde sont déterminées lorsque ces polluants sont réglementés.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas fait réaliser de mesures des rejets atmosphériques sur les installations de cogénération.</p> <p>Réglementairement, seule l'installation de 1125 kW est soumise à cette prescription, mais il serait intéressant de vérifier que la deuxième installation est correctement réglée.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit faire réaliser une mesure des rejets atmosphériques de l'installation de cogénération de 1125 kW.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 3 mois</p> |

N° 8 : Etat des matières stockées

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49</p> |
| <p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Etat des matières stockées</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne dispose pas d'un outil permettant d'avoir automatiquement un état des stocks le jour de l'inspection. L'exploitant a indiqué qu'un nouvel outil d'ERP était en projet et pourra</p> |

permettre cette fonctionnalité.

L'exploitant a indiqué qu'en moyenne il y avait sur site une cuve en cours d'utilisation et une cuve en stock pour chaque bain de traitement. Pour les stations de traitement des eaux, il n'y a pas de stock hormis les cuves en cours d'utilisation. L'exploitant est ainsi capable de fournir une quantité maximale présente sur site.

L'exploitant réalise un inventaire à chaque fin de mois. L'inventaire à fin septembre a été présenté. Cet inventaire est cohérent avec les quantités présentes constatées lors de la visite.

Les fiches de données de sécurité des produits sont disponibles sous forme informatique. L'exploitant a pu présenter les fiches des produits de traitement des bains.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit pouvoir fournir aux autorités et aux services de secours un état à jour des matières stockées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Dimensionnement des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-II et 6-III

Thème(s) : Actions nationales 2024, Dimensionnement des rétentions

Prescription contrôlée :

II. Stockages :

Le stockage et la manipulation de produits réactifs, dangereux ou polluants, solides ou liquides sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention sera au moins égale à :

- la capacité totale si celle-ci est inférieure à 250 litres ;
- dans le cas de liquide inflammable, 50 % de la capacité totale des récipients, avec un minimum de 250 litres ;

- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients, avec un minimum de 250 litres.

III. Cuves et chaînes de traitement :

Toute chaîne de traitement est associée à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité de la plus grande cuve ;
- 50 % de la capacité totale des cuves associées.

| |
|--|
| Cette disposition ne s'applique pas aux cuves contenant des acides, des bases, ou des sels non toxiques à une concentration inférieure à 1 gramme par litre, ne pouvant se déverser dans la rétention d'une cuve de traitement. |
| <p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, les produits chimiques stockés étaient sur rétention. Le volume des rétentions est apparu adapté.</p> <p>Le stockage des produits chimiques neufs est réalisé de plus dans le local de la station de traitement des eaux de la ligne verticale. Ce local fait rétention.</p> <p>Concernant les cuves de traitement de surface, chaque ligne de traitement est équipée d'une rétention. Lors de la visite, les rétentions ont semblé correspondre à 50% du volume des cuves, mais l'exploitant doit confirmer cette information en transmettant les justificatifs de dimensionnement de celles-ci.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre les dimensions des rétentions de chaque ligne de traitement de surface, et justifier que le volume est suffisant.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 10 : Disponibilité et étanchéité des rétentions

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-I |
| Thème(s) : Actions nationales 2024, Disponibilité et étanchéité des rétentions |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les capacités de rétention sont conçues de sorte qu'en situation accidentelle la présence du produit ne puisse en aucun cas altérer une cuve ou une canalisation. [...]. Elles sont étanches aux produits qu'elles pourraient contenir et résistent à leur action physique et chimique. Il en est de même pour les dispositifs d'obturation éventuels qui sont maintenus fermés.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Les rétentions sont disponibles et en bon état.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 11 : Alarme des rétentions

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-I |
| Thème(s) : Risques accidentels, Disponibilité et étanchéité des rétentions |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les capacités de rétention de plus de 1 000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point</p> |

| |
|--|
| bas, à l'exception de celles dédiées au déchargement |
| Constats : Une alarme en point bas, relié à l'astreinte, est présente dans les rétentions des lignes horizontale et verticale. Il n'y a par contre pas d'alarme en point bas pour la rétention de la ligne accessoires. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Une alarme en point bas doit être mise en place dans la rétention de la ligne accessoires. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 6 mois |

N° 12 : Produits incompatibles – rétentions non déportées

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-I |
| Thème(s) : Actions nationales 2024, Produits incompatibles |
| Prescription contrôlée : Elles sont aussi conçues pour recueillir toute fuite éventuelle provenant de toute partie de l'équipement concerné et réalisées de sorte que les produits incompatibles ne puissent s'y mêler (cyanure et acide, hypochlorite et acide, bisulfite et acide, acide et base très concentrés, etc.) |
| Constats : Les produits purs (acides, produit alcalin, produit de conversion chimique) sont stockés sur des rétentions individuelles et séparées. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 13 : Tuyauteries de matières dangereuses - caractéristiques

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 7 |
| Thème(s) : Actions nationales 2024, Tuyauteries de matières dangereuses |
| Prescription contrôlée : Les canalisations de transport de fluides dangereux et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont accessibles et peuvent être inspectées. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état. Ces vérifications sont consignées dans un document prévu à cet effet et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. |
| Constats : Des tuyauteries souples, de faible longueur, relient les cuves de produits en cours d'utilisation |

| |
|---|
| <p>(GRV de 1 m³) aux bords de traitement. Ces éléments se trouvent sur la zone de traitement qui est sur rétention.</p> <p>Des canalisations relient également les bords de traitement de surface à la station de traitement des eaux. Ces canalisations sont dans des caniveaux étanches.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 14 : Bassin de confinement des eaux incendie

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2019, article 7.5.5.1. |
| Thème(s) : Actions nationales 2024, Bassin de confinement des eaux incendie |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) présentent un volume de 1 800 m³. Ces réseaux peuvent être isolés de l'extérieur par la fermeture de vannes de sectionnement au niveau des exutoires. La vidange de ces réseaux suivra les principes imposés par le chapitre 4.3.9 traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.</p> <p>Les vannes de sectionnement précitées doivent pouvoir être actionnées en toute circonstance.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'étude de dangers de l'exploitant prévoyait que « les eaux d'extinction incendie seront collectées par la mise en place de longrines avec caniveaux derrière les portes sur toute la surface du bâtiment, à savoir 200 mm x 9000 m², soit une rétention globale de 1 800 m³. Des vannes de sectionnement seront mises en place au niveau du réseau d'eaux pluviales. »</p> <p>Le volume de 1800 m³ a été repris dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29/04/2009, qui indique que le réseau d'assainissement sert de rétention des eaux d'extinction.</p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant n'a pas pu préciser si cette modalité de rétention était effective, et les modalités de mise en œuvre.</p> <p>A noter que le besoin en volume pour le confinement des eaux d'extinction calculé dans l'étude de dangers est de 772 m³.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit justifier de la possibilité de confiner les eaux d'extinction en cas d'incendie. Il précisera les modalités de confinement et le volume concerné.</p> <p>Dans le cas où les dispositifs existants seraient insuffisants, l'exploitant mettra en œuvre les actions correctives adaptées.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 15 : Consignes de sécurité

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59 |
| Thème(s) : Actions nationales 2024, Consignes de sécurité |

| |
|--|
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient contenant des substances dangereuses ; - les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; - dans le cas spécifique de rétention déportée : les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre de dispositifs de drainage. |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté sa procédure incendie. Elle prévoit la coupure des énergies et des vannes au niveau des cuves de traitement.</p> <p>Par contre, elle ne comporte aucune action (fermeture de vannes par exemple) pour assurer le confinement des eaux d'extinction.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit prévoir dans ses consignes les modalités de mise en œuvre du confinement des eaux d'extinction.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 2 mois</p> |

N° 16 : Ressources en eau et mousse

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2019, article 7.5.3</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Incendie</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose a minima de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - deux réserves d'eau de 500 m3 chacune accessible en tout temps par les camions incendie ; - un poteau incendie conforme a la norme NFS 61-213 avec un débit unitaire de 60 m3/h sous une pression minimale de 1 bar ; - 8 robinets d'incendie armés situés dans le bâtiment abritant l'unité de thermolaquage ; - les cabines de poudrage sont munies d'un équipement de détection incendie qui déclenche l'ouverture de bouteilles de gaz carbonique en cas de départ de feu et réalise la mise hors tension de l'installation ; - des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment a proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ; - d'un système de détection automatique des fumées d'incendie. <p>L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée a la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention.</p> |
| <p>Constats :</p> |

| |
|--|
| <p>L'exploitant dispose de deux réserves de 500 m³ chacune. Un poteau incendie est également présent à l'entrée du site. L'exploitant ne sait pas si le débit délivré par le poteau est supérieur à 60 m³/h.</p> <p>A noter que les besoins en eau incendie de l'étude de dangers sont de 210 m³/h, soit un besoin de 420 m³ pour 2h. Ce calcul ne tient toutefois pas compte de l'extension du bâtiment en 2019.</p> <p>L'exploitant dispose également de RIA et d'extincteurs répartis sur le site.</p> <p>Un système d'extinction incendie à base de CO2 est présent au niveau de chaque cabine de peinture.</p> <p>Les moyens incendie (RIA, extincteurs, extinction CO2) font l'objet d'un contrôle annuel.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant demandera au gestionnaire du poteau incendie le dernier contrôle du débit du poteau incendie. L'information sera transmise à l'inspection.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p> |
| <p>Proposition de délais : 1 mois</p> |

N° 17 : Contrôle des installations électriques

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article '5-III</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Incendie</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. Le contrôle des installations électriques prévu au A de l'article 66 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé est au moins annuel.</p> <p>Il porte également sur la détection de points chauds par un système de thermographie à infrarouges ou par tout autre dispositif équivalent. Un contrôle réalisé conformément au référentiel APSAD D19 est réputé satisfaire à cette exigence sur la détection de points chauds. Les dates et la nature des contrôles sont consignées dans un registre. Les anomalies constatées sont consignées de manière explicite dans ce registre, ainsi que la liste des mesures correctives, qui sont réalisées au plus tôt, accompagnées de leur date de réalisation. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le rapport de vérification des installations électriques du 21/11/2023 ainsi que le certificat Q18 associé. Le certificat indique que l'installation peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion, et liste des anomalies qui concernent principalement des dispositifs de protection contre les surintensités.</p> <p>Le rapport de vérification détaillée présente 83 anomalies dont une grande partie a déjà été signalée lors d'une vérification précédente.</p> <p>L'exploitant a indiqué que les rapports d'anomalie étaient transmis à un électricien pour réaliser des actions correctives, mais l'exploitant ne dispose pas d'un registre permettant de savoir</p> |

| |
|--|
| <p>quelles actions correctives ont été réalisées.</p> <p>L'exploitant a présenté le compte-rendu du contrôle par thermographie infrarouge réalisé le 26/09/2023. L'exploitant a indiqué qu'un nouveau contrôle a eu lieu récemment, mais il n'a pas encore le rapport. Le rapport 2023 n'a constaté aucune anomalie.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit mettre en place un registre des anomalies électriques constatées et des actions correctives réalisées.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 2 mois</p> |

N° 18 : Détection incendie

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Incendie</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. Un dispositif de détection automatique d'incendie est installé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans les locaux où sont stockés ou employés des liquides inflammables (à mention de danger H224, H225 ou H226) ; - dans les locaux abritant l'installation de traitement de surface. <p>Ce dispositif de détection comprend également au moins une sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration. Cette détection actionne une alarme incendie perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte des personnes présentes sur le site.</p> <p>III. Le déclenchement d'une alarme incendie entraîne l'arrêt automatique des systèmes susceptibles de propager l'incendie (système d'aspiration des vapeurs des bains, chauffage des bains). A tout moment, cette alarme est transmise à une personne en capacité de déclencher les procédures d'urgence définies par l'exploitant. Les modalités de gestion et de transmission de l'alarme sont formalisées dans une procédure, tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p> <p>IV. L'exploitant dresse la liste des détecteurs avec leurs fonctionnalités et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il dispose d'un contrat de maintenance avec une entreprise spécialisée qui remet chaque année un rapport de contrôle.</p> <p>Les dates et la nature des contrôles sont consignées dans un registre. Les anomalies constatées sont consignées de manière explicite dans ce registre, ainsi que la liste des mesures correctives, accompagnées de leur date de réalisation. La liste des détecteurs, le contrat de maintenance et le registre sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Ces prescriptions sont nouvelles et applicables depuis le 01/07/2024. L'exploitant n'avait pas connaissance de ces nouvelles exigences.</p> |

| |
|--|
| <p>L'exploitant dispose de détecteur incendie sur son site, mais il n'y en a pas dans les locaux abritant l'installation de traitement de surface. Les détecteurs sont installés notamment dans les bureaux, les TGBT et le plenum du bâtiment.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant n'a pas mis en place de sonde permettant de détecter une élévation anormale de température dans les systèmes d'aspiration des bains de traitement.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit mettre en place une détection incendie au niveau des locaux abritant les installations de traitement de surface, et des sondes de température dans les gaines d'aspiration des bains.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 6 mois</p> |